



Les salariés attendent une suite au 20 novembre

« Les enfants ont tout, sauf ce qu'on leur enlève », écrivait Jacques Prévert. Avec le ministre Darcos, ceux qui n'avaient pas grand-chose se trouvent fort dépourvus.

Les « réformes » frappent d'abord les élèves :

- Les suppressions annoncées de dizaines de milliers de postes, 6000 pour le premier degré malgré des effectifs croissants, 5000 pour les collèges,
- Les attaques contre la maternelle,
- Les classes surchargées,
- La « réforme » des lycées qui va plonger les élèves les plus en difficulté dans le désarroi, la suppression d'un quart des années de préparation du bac pro qui va décourager beaucoup d'élèves qui auraient pu trouver là une filière de réussite, et qui en fera échouer de nombreux autres,
- La mastérisation qui va surtout permettre de créer un vivier de personnels précaires et priver le service public d'éducation nationale de milliers de jeunes enseignants titulaires et formés, etc...

C'est pourquoi un mouvement profond est en train de s'exprimer dans le pays pour refuser l'entreprise de destruction du service public d'éducation nationale et pour s'opposer à un tournant majeur dans la conception de ce service public : Passer de l'ambition républicaine de conduire CHAQUE enfant à la réussite scolaire et s'en donner les moyens, même dans une période de crise qui multiplie les décrochages, à une conception discriminatoire de l'École : ceux qui peuvent suivre et profiter utilement de l'école suivent et profitent. Les autres se débrouillent et sont incités à quitter le système rapidement. Si des familles peuvent pallier des manques ou si des collectivités territoriales ou des associations bénévoles peuvent venir aider ces enfants, tant mieux pour eux. Sinon, il reste l'apprentissage patronal, le désœuvrement, voire les magnifiques perspectives professionnelles que permettent les guerres en Afghanistan ou en Afrique.

Depuis des mois, les salariés attendent l'occasion de pouvoir croire que leur lutte sera utile. Ils attendent que les organisations syndicales se soient décidées à engager la lutte commune pour refuser la transformation catastrophique du service public d'éducation nationale.

La journée de lutte, grève et manifestations, du 20 novembre, a été importante et significative du recul du fatalisme. Elle permet encore des progressions sensibles. Mais elle est ce signal que tout peut changer. Elle est le signal que l'espoir change de camp.

Les diverses assemblées des personnels évoquées dans le courrier électronique national de la FSU disent toutes la même chose : on ne peut pas en rester là. Il faut rapidement construire de façon unitaire la suite du mouvement qui permettra de faire plier et reculer le ministère.

Le ton volontairement méprisant et provocateur du ministre dans ses nombreuses interventions sur les radios tente de cacher qu'il ne peut pas ne pas tenir compte de cet élan revendicatif, et qu'il n'a rien à répondre sur le fond de la contestation des salariés, des parents, des élèves et des municipalités.

Le président de la République qui savourait il y a encore peu de temps sa « victoire idéologique », doit compter maintenant avec un retournement de l'espoir : **les salariés et les parents peuvent gagner et ils commencent à le comprendre.**

C'est pourquoi il est nécessaire et urgent de poursuivre ce mouvement le plus rapidement possible. Peut-on attendre le 2 décembre, comme le regrette mais le suggère en même temps la C.A. nationale du SNES du 19 novembre, avant la grève ? Il ne le semble pas dans notre département. Il ne le semble pas dans plusieurs autres départements.

Des propositions de dépôt de préavis, d'appel à la grève, ont été faites. Il faut les placer rapidement dans le paysage syndical.

Il faut donner un signal fort aux collègues qu'il est possible de gagner. Il faut donner au gouvernement le signal qu'il est possible qu'il doive reculer.

Il faut que le CDFN qui se réunit la semaine prochaine puisse s'appuyer sur des décisions locales pour prendre des décisions nationales.



Homme
Tu as regardé la plus triste
la plus morne de toutes les fleurs de la terre
Et comme aux autres fleurs tu lui as donné un nom
Tu l'as appelée Pensée.
Jacques Prévert

Travail du dimanche, retraite à 70 ans (pas encore dans la Fonction Publique, car ils veulent d'abord pouvoir supprimer quelques dizaines de milliers de postes), RGPP, privatisation de la poste, bureau béarnais de la météorologie nationale menacé de disparition, attaques contre l'hôpital qui perd des centaines de postes alors qu'il en manquait déjà, attaques contre le droit de grève, baisse du pouvoir d'achat : les luttes de l'éducation nationale s'inscrivent dans la lutte globale pour défendre les services publics et pour défendre les libertés menacées.

Le rapport du 21 novembre de la Confédération Syndicale Internationale sur la violation des droits syndicaux place notre pays dans le sillage des pires dictatures du monde, même s'il ne le met pas sur le même plan que ces pays : « *Nicolas Sarkozy a clairement laissé entendre son intention de museler les syndicats et d'entreprendre des réformes profondes. Le climat anti-social se renforce en France* »

Nous n'avons pas le droit de laisser faire.

U&A FSU 64, le 21 novembre 2008

**Samedi 22 novembre à 11 h. à Bayonne et 14 h. à Pau (poste centrale),
manifestations de défense de la poste**